

Les feux de la fête de la Reine à la Pointe-Saint-Charles

Au siècle dernier, au Québec, le 24 mai était « la fête de la Reine » pour les uns et, pour les autres, c'était la fête de Dollard-des-Ormeaux! Ce n'est que depuis 2002 que, par le décret 1322 du gouvernement du Québec, cette journée est devenue « La Journée nationale des patriotes », selon la Gazette officielle du Québec.

La reine dont il est question ici est, bien sûr, Sa Majesté Victoria, née le 24 mai 1819, qui a régné de 1837 à 1901. Le jour de son anniversaire, partout dans le royaume, c'était la fête. C'est cette tradition que les immigrants, tant les Irlandais alors soumis à la couronne anglaise que les Britanniques, tous venus travailler à la construction du pont Victoria, ont apportée à Montréal. Or, ces travailleurs ont été logés tout près du chantier, dans la partie de la Pointe-Saint-Charles située entre la rue Wellington et le fleuve. Ce secteur prit le nom officiel de « Goose Village » ou simplement le « Goose », en raison, dit-on, de la présence d'un étang où on pouvait chasser les oies.

En 1964, les résidents du « Goose » sont expulsés

Ainsi, dans le « Goose », à compter des années 1950 et même avant, le 24 mai était soir de fête, même si l'événement avait perdu toute signification historique; la bière coulait à flot et on allumait des feux de joie dans des endroits désignés. Bien sûr, les policiers du poste numéro 11 incluant parfois l'auteur de ces lignes, et les pompiers étaient présents, et on ne signalait généralement aucun incident regrettable. Ce n'est que plus tard, en 1964, après que les résidents du « Goose », au nombre d'environ 1 500, en eurent été chassés et leurs demeures rasées¹ pour faire place à l'Expo67, que chaque année, la fête de la Reine a dégénéré en orgie de vandalisme et d'incendies ailleurs à la Pointe. Ces événements avaient lieu principalement dans l'axe de la rue Charlevoix, vraisemblablement parce que bon nombre d'anciens résidents du « Goose » s'étant transplantés dans les secteurs traversés par cette rue, se retrouvaient pour faire la fête. Ce phénomène ne s'est vraiment résorbé qu'à la fin des années 1980, grâce à une énergique action policière.

En juin 1980, j'ai été nommé directeur du District 24, qui desservait la Pointe-Saint-Charles de même qu'une partie de Saint-Henri et du Vieux-Montréal, avec mission, entre autres, de mettre fin à cette sorte de folie, comme disait Henri-Paul Vignola, alors directeur du SPCUM.



1981 : un programme en trois points pour mettre fin au désordre

Dès l'année suivante, un programme en trois points fut mis de l'avant. Premièrement, dans les semaines précédant la fête, le Service des Travaux publics a été chargé de débarrasser les endroits publics, surtout les ruelles et les terrains vacants, de tout ce qui était susceptible de servir de combustible pour ces feux de joie, comme le bois, les matelas et même les vieux sapins de Noël conservés à cette fin... Quand ces matériaux se trouvaient sur le domaine privé, les inspecteurs du Service de prévention des incendies, dotés des pouvoirs requis, étaient mis à contribution. Puis, le soir de la fête, des équipes de policiers infiltrés ont effectué des arrestations pour flagrants délits d'incendies et méfaits, un précédent dans les circonstances et qui eut un effet à court et à long terme.

Enfin, avec la collaboration du Service des parcs de la Ville de Montréal et des organismes communautaires locaux, des activités plus sécuritaires et paisibles, comme des danses populaires et des spectacles, furent organisées dans des parcs hors de la « zone chaude », que constituait l'intersection Charlevoix et Coleraine.

Bien sûr, on ne met pas fin du jour au lendemain à une si longue tradition, mais la diminution du niveau de violence et d'incivilités et, par ricochet, des arrestations était observable d'une année à l'autre. Avec le recul, on peut dire que l'année 1989 a été le chant du cygne de la fête de la Reine à la Pointe-Saint-Charles avec, de mémoire, seulement quelques arrestations et peu de dégâts.

Mission accomplie!

Je dois dire que même après mon départ du District 24 en 1983, j'ai toujours suivi de près le déroulement de la fête de la Reine. Au moment de prendre ma retraite, en 1990, j'avais la satisfaction d'avoir contribué personnellement à mettre un terme à ce fléau annuel qui non seulement comportait de sérieux dangers pour la population, mais contribuait aussi à ternir l'image de ma Pointe-Saint-Charles natale, où j'ai aussi fait mes premières armes en 1959, avant d'y retourner à titre de directeur de District en 1980. La mission que m'avait confiée M. Vignola avait été remplie, et j'en suis encore bien fier!

¹ *Quartiers disparus* (C. Charlebois et P.-A. Linteau), éditions Cardinal 2014, p 175